

Docteur Bernard Fleury

HISTOIRE DE L'HOPITAL DE JOIGNY



Ouvrage de 205 pages - prix 130Fr ou 20€
s'adresser à l'ACEJ 6, Place Valet - Joigny
Tél 03 86 62 28 00

PREAMBULE AUX NOTES POUVANT SERVIR A L'HISTOIRE DE JOIGNY PENDANT L'INVASION (1)

Par E. Bérillon

Lors de mes recherches concernant Henri Bonnerot, j'ai été amené à consulter le Journal de Joigny, grâce à l'obligeance de Monsieur Berger.

Cette période de la guerre de 1870 et ses retentissements jovinien ont particulièrement marqué notre cité, surtout la bataille d'Esnon et ses conséquences immédiates et lointaines.

E. Bérillon, républicain convaincu, responsable franc-maçon qui écrira l'histoire de la loge jovinienne, le Phénix, fut le secrétaire du cercle de Joigny de la Société départementale d'instruction populaire, que présidait Henri Bonnerot. A la proclamation de la III^{ème} République, en septembre 1870, il fut aussi parmi les membres du nouveau conseil municipal désignés par le préfet Ribière.

C'est lui qui écrivit l'histoire de cette fameuse bataille commémorée par un monument situé dans le cimetière de la ville, pas très loin de celui d'Henri Bonnerot.

Le début en parut en février 1871.

Il fut repris en 1872 sous forme de feuilleton dans le Progrès de l'Yonne, qui avait succédé au Journal de Joigny après l'occupation.

Il y eut 13 parutions entre le 22 novembre et le 27 décembre 1872. Lors de la dernière parution, il est précisé que la suite paraîtrait prochainement, mais nous ne l'avons pas trouvée.

Nous avons pensé que nos sociétaires seraient intéressés par le rapport d'un témoin de l'époque concernant cette triste période de notre histoire, aussi avons-nous demandé à l'imprimerie Berger l'autorisation de le publier.

Le monument aux morts de la bataille d'Esnon et autres morts de la guerre 1870 a été inauguré exactement un an après la bataille, le 18 novembre 1871. A cette occasion fut célébré un service religieux à l'église Saint-Jean, où le maire prit la parole; un compte-rendu en a été fait dans le Progrès de l'Yonne, avec à la suite la liste des noms inscrits sur le monument. Nous le publions également.

Nous faisons là oeuvre de mémoire afin qu'un épisode important de notre histoire locale ne se résume pas à la pyramide quadrangulaire du monument où avec le temps les noms risquent de s'effacer.

Bernard Fleury.

1 - Il s'agit de l'invasion prussienne de novembre 1870

NOTES

pouvant servir à

L'HISTOIRE DE JOIGNY PENDANT L'INVASION

En apprenant par les journaux qu'un certain nombre de villes s'étaient laissé envahir et réquisitionner par une poignée de uhlans, les habitants de Joigny s'étaient bien promis qu'ils ne subiraient pas une pareille honte.

Malgré les radotages de quelques vieux qui cherchaient à expliquer les défaillances de ces villes, radotages qu'à ce moment-là on n'eût pas fait entendre impunément en public, la garde nationale avait depuis longtemps résolu de n'ouvrir les portes de la ville que devant une véritable armée, et de combattre avec la plus grande énergie si l'ennemi ne s'approchait qu'au nombre de quelques centaines d'hommes.

Seulement, afin d'épargner à notre cité les dommages auxquels elle eût été exposée si l'on s'était battu à ses portes et dans ses rues, il avait été sagement convenu, dès le commencement, que, le cas échéant, on marcherait à la rencontre de l'ennemi pour l'attaquer dans un endroit favorable, le plus loin possible de la ville.

Telle était la disposition des habitants de Joigny vers le 16 novembre, lorsque l'on apprit que quelques cavaliers prussiens parcouraient les communes des environs de Saint-Florentin et les réquisitionnaient. Tous ceux pour qui le mot de patrie n'est pas vide de sens se préparèrent à combattre.

Par suite de démissions et du départ des mobilisés, chaque compagnie se trouvait avoir à élire quelques officiers et sous-officiers. L'après-midi du 17, jusque vers trois ou quatre heures, fut employée à ces élections.

La réunion de cinq ou six cents hommes de la garde nationale à la mairie eut pour résultat de surexciter tout le monde, les plus ardents entraînant les autres.

Par suite de l'élection au grade de colonel de la légion de M. LEFEBVRE-MOCQUOT, qui était commandant, il y avait lieu aussi de procéder à l'élection d'un chef de bataillon. Tous les officiers et tous les délégués des compagnies se trouvaient réunis.

Le télégraphe avait fait savoir que trois cents prussiens avaient fait leur entrée à Saint-Florentin, dans la matinée, et que les employés avaient dû se replier avec leurs appareils. D'un autre côté, on avait été prévenu que ces cavaliers semblaient marcher sur Briennon.

L'assemblée, consultée par le colonel, après diverses observations faites par quelques membres, décida, à l'unanimité, que l'on irait dès le lendemain au-devant de l'ennemi, sur la route de Brienon. A trois heures du matin, on devait battre le rappel; à quatre heures, aurait lieu la distribution des cartouches, avant le départ. Des voitures avaient été mises à la disposition du bataillon pour les bagages et les munitions. Le chef de bataillon de Cézy, celui de Bassou et celui de Laroche avaient reçu l'ordre de convoquer immédiatement leurs hommes pour venir se joindre à ceux de Joigny.

Des francs-tireurs montevidéens étaient à Auxerre l'avant-veille. Le colonel LEFEBVRE adressa au préfet le télégramme suivant :

«La garde nationale de Joigny vient de décider que demain matin, à quatre heures, elle marchera au-devant des Prussiens, à Brienon. Envoyez, pour nous appuyer, tous les francs-tireurs disponibles.»

«--Renseignements.»

Quelques instants après, il reçut cette réponse laconique :

«Il n'y a point de francs-tireurs à Auxerre.»

Il n'y avait rien là qui pût déterminer la garde nationale à changer de résolution, et le colonel à ne pas se conformer aux ordres du général commandant le département, dont les dépêches de chaque jour recommandaient de résister à l'ennemi, partout où il se présenterait, et de se replier avec armes et munitions, dans le cas où l'on ne se trouverait pas en force.

D'un autre côté, par les éclaireurs envoyés à Brienon, on avait appris que pas un seul Prussien n'avait couché dans cette dernière ville; qu'il y en avait seulement deux à trois cents à Champlost et autant à Avrolles.

La garde nationale, prévenue de l'expédition projetée pour le lendemain, avait pris toutes ses mesures. On avait garni les sacs et les cartouchières, chacun portait deux jours de vivres, et nous connaissons plus d'un père de famille qui ne se coucha pas, qui mit ses affaires en ordre par écrit, comme quelqu'un qui est disposé à faire son devoir et qui sera exposé à ne plus revoir les siens.

Pas besoin de dire si cette nuit-là les enfants et les femmes versèrent des larmes dans l'attente de ce qui allait se passer.

Vers trois ou quatre heures, au son des clairons et des tambours, à peu près tout le monde fut sur pied. Riches et pauvres s'apprêtaient à faire bonne contenance. On allait de l'avant non par fanfaronnade, mais comme des pères de famille qui laissent derrière eux des êtres chers, et qui considèrent comme un devoir de défendre leurs foyers.

Un prêtre, le vicaire de la paroisse Saint-Jean, l'abbé DESVIGNES, suivait, sac au dos, le bataillon, afin, s'il y avait lieu, de secourir les blessés et de procurer aux mourants les consolations de son ministère. Disons de suite qu'il se trouva au fort du combat et qu'il sauva, par ses soins intelligents, plusieurs blessés exposés à périr.

Comme il n'avait pas pris la précaution de se munir du brassard des ambulances, il fut près d'être fusillé. Heureusement que sa robe de prêtre désarma l'ennemi.

Nous l'avons déjà dit, et nous le répétons avec plaisir, parce que notre ville peut en être fière, bien peu de ses gardes nationaux manquaient à l'appel. Les quatre compagnies de Joigny et celle des pompiers, ayant le colonel à leur tête, arrivèrent à la pointe du jour à Laroche, où ils rallièrent le bataillon de cette commune et celui de Bassou.

Après un conseil des principaux officiers, présidé par le Colonel, il fut décidé que l'on irait prendre position, sous les petits bois qui bordent de chaque côté la route nationale, au-dessous de la ferme de Chaumançon. La place était parfaitement choisie, et la preuve c'est que, très-peu de temps après le 18 novembre, des troupes régulières, ayant pour les commander des officiers qui devaient s'y connaître, vinrent prendre position dans le même endroit; qu'ils y exécutèrent quelques travaux de défense, et qu'ils y restèrent plusieurs jours.

C'est de là, qu'ennuyés d'attendre inutilement l'ennemi, les francs-tireurs du Doubs, sous la conduite de M. ORDINAIRE, leur intrépide commandant, quittèrent les troupes régulières pour aller surprendre nuitamment et faire en partie prisonnière la garnison d'Auxon, alors commandée par le fameux capitaine COUVREUR, l'incendiaire de la *Colombine*. On n'a pas oublié par suite de quelle conduite déloyale ce dernier dut de ne pas être emmené lui-même prisonnier.

Mais revenons à nos gardes nationaux.

Vers neuf heures, le colonel fit faire halte à gauche de la route, au bas d'une colline dont le sommet est le commencement d'un plateau qui s'étend à plusieurs lieues. On se trouvait à proximité de terrains coupés de fossés et plantés de petits bois de vernes, d'acacias, de saules et de peupliers, à l'abri desquels on pouvait se placer pour faire avec avantage le coup de fusil. Ordre fut donné de former les faisceaux, et chacun prit lestement son repas du matin.

Quelques sentinelles avaient été placées sur la hauteur, et, comme de là, la vue s'étend fort loin, il n'y avait point de surprise possible dans cette direction.

D'un autre côté, des hommes sûrs, conformément à l'ordre reçu, avaient marché en avant et jusqu'à Esnon. Ils avaient pour mission d'envoyer tous les renseignements qu'ils trouveraient l'occasion de recueillir; à l'approche de l'ennemi, ils devaient se replier.

Au moment où l'on finissait de déjeuner, le bataillon de Cézy arrivait prendre sa place à la suite des deux autres. Toute la colonne, réunie sur la route, se disposa à continuer sa marche vers Esonn.

En attendant le rapport des éclaireurs, et afin de modérer l'impatience de ses hommes et de les conserver tous sous sa main, le colonel fit exécuter différentes manœuvres, des marches, des contre-marches.

Vers dix heures, les quatre bataillons s'avançaient dans la direction de Laroche; le bataillon de Joigny venait à la suite des deux autres, sa compagnie de pompiers formant l'arrière-garde. On commençait à penser que les Prussiens avaient probablement pris la route directe de Briennon à Sens, par Arces, lorsque l'on vint annoncer la présence d'un petit nombre de leurs éclaireurs aux abords d'Esonn. L'ordre fut immédiatement donné de faire demi-tour et chacun se prépara à combattre de son mieux.

Dans le même moment arrivait, en voiture et au galop, un garde national de Joigny qui, dès la veille au soir, était parti en éclaireur dans la direction de Saint-Florentin.

Celui qui avait accepté cette mission périlleuse était un homme sûr, connaissant parfaitement le pays et y étant connu de même. Il avait fait, dans la circonstance, tout ce qu'il était possible.

Malgré une obscurité profonde, malgré la pluie, toute la nuit il avait parcouru les environs de Briennon, demandant aux maires des communes des renseignements qu'il envoyait immédiatement au colonel, par des gens de bonne volonté partis avec lui.

Il n'avait pas pu dépasser Avrolles, occupé par un détachement de l'avant-garde ennemie.

Il revenait de Briennon et n'en était sorti par une porte que quand les Prussiens, qu'il affirmait avoir vu nombreux, faisaient leur entrée par la porte opposée. A cause des tranchées qui coupaient la route nationale, il était revenu par Ormoy et Cheny.

Entre autres nouvelles, il rapportait celle de l'expédition qu'une colonne prussienne avait faite la veille, à Chablis. Cette colonne, en revenant de Chablis, avait passé par Maligny, Ligny, et Pontigny, où elle avait essuyé quelques coups de fusil. Il était à craindre qu'elle arrivât sur Joigny directement, en passant par Hauterive. On envoya aussitôt un détachement au pont de Cheny pour le garder.

En vain le colonel avait fait savoir que, d'après tous ses renseignements, corroborés par tous ceux qui venaient d'être apportés, l'ennemi s'avançait en nombre. Les esprits étaient montés. On ne voulait pas reculer. On demanda à grands cris l'ordre de marcher; Le colonel lui-même fut entraîné, et l'on se porta en avant.

Arrivés à Esnon, on apprit par des gens du pays qui, sans doute, n'en avaient pas aperçu davantage, que trois cents Prussiens seulement venaient d'arriver et se tenaient embusqués derrière le château; que d'autres, en nombre à peu près égal, avaient été vus dans la direction du canal.

Les pompiers et la 4^{ème} compagnie s'élancèrent alors au pas de course, dans un chemin à gauche de la route, et gravirent aussi lestement que le leur permettait la terre détrempée par la pluie, des champs à pente rapide, fraîchement labourés.

Pendant ce temps, les autres compagnies de Joigny, le bataillon de Laroche et celui de Bassou s'embusquaient dans les bois, à gauche et à droite de la route, ou couraient à la rencontre de l'ennemi, la baïonnette en avant, dans la direction du canal.

Près du château, un petit bois masquait les Prussiens.

Beaucoup d'hommes voulaient s'engager dans ce bois pour le fouiller et s'y embusquer. On leur fit comprendre qu'à cause de son peu d'étendue, ils s'exposeraient à y être cernés et pris.

Quelques-uns cependant y pénétrèrent et y firent bravement le coup de fusil; mais n'ayant pu opérer à temps leur retraite, parce que l'épaisseur des broussailles leur avait dérobé les mouvements de l'ennemi, ils y furent faits prisonniers.

Mais suivons nos braves pompiers et la 4^{ème} compagnie.

Les éclaireurs et les hommes isolés de toutes les compagnies qui se trouvaient à proximité, accoururent se rallier à la colonne et l'on se disposa à tourner le bois.

L'ordre fut donné de se déployer en tirailleurs.

Grâce au dévouement des officiers et sous-officiers instructeurs, grâce aussi à la bonne volonté des hommes, les pompiers et la 4^{ème} compagnie avaient été assez bien exercés. Aussi se déployèrent-ils, surtout les pompiers, avec le calme et le sang-froid de vieux soldats, chacun prenant et conservant parfaitement sa distance.

Tout le versant de la colline fut en un instant couvert par une ligne d'environ trois cents hommes, s'avancant à la baïonnette et résolument en arc de cercle, la droite au petit bois et la gauche couvrant le sommet de la côte, afin de se garder contre la cavalerie, dont on voyait quelques éclaireurs galoper au loin.

Jusque là on ne pouvait savoir en présence de combien d'ennemis on allait se trouver. Masqués par le bois et les accidents de terrain, ils ne pouvaient être aperçus.

En se rapprochant du plateau, qui commence au sommet de la colline, on vit un peu plus clair.

L'ennemi était là, à moins de deux cents mètres, confiant en sa supériorité numérique, mais étonné, inquiet, hésitant, parce qu'il ignorait à qui il allait avoir affaire, et que, depuis Metz, il était arrivé l'arme au bras, sans recevoir un coup de fusil.

Au premier plan se présentaient deux lignes de tirailleurs, cherchant à se dissimuler derrière des tas de cailloux, de betteraves un de fumier. Pour les soutenir, une batterie d'artillerie prenait position à l'entrée d'Esnon, sur la route, derrière le Moulin-Neuf, à peu près entre Briennon et Esnon. Au second plan, on apercevait une réserve formidable d'infanterie, formant plusieurs groupes compacts. Plus haut, à gauche, se massaient plusieurs escadrons de cavalerie, dont l'intention évidente était de tourner les assaillants par la route de Brion.

Il n'était pas difficile de reconnaître que la lutte se présentait dans des conditions par trop inégales. Cependant, pleins d'une ardeur patriotique et frémissant de haine contre l'étranger, les gardes nationaux engagèrent le combat.

Alors commença un concert qui n'a jamais déplu aux oreilles françaises, et que les moins braves eux-mêmes se rappelleront sans doute avec quelque orgueil toute leur vie.

Quelques coups de fusil, tirés par les gardes nationaux de Laroche, en avaient été le prélude.

Une clameur immense, étrange, sauvage, effrayante, répercutée par tous les échos de la vallée, répondit à ce prélude.

C'étaient 5 ou 6,000 gosiers tudesques, saturés de *schnaps*, qui poussaient leur cris de guerre et appelaient à la rescousse les 25 à 30,000 Poméraniens de Frédéric-Charles, armés de 150 canons, dont ils composaient l'avant-garde et dont ils étaient suivis de près.

Sur une étendue de près de deux kilomètres, la fusillade des gardes nationaux leur donna la réplique et continua, active, incessante, acharnée.

Les fusils à aiguille n'étaient pas en reste.

Si l'on ajoute à cette musique les cris : en avant ! poussés par tout ce qui était debout, le bruit des tambours et les clairons sonnant une charge désespérée, les notes lugubres du tocsin retentissant dans les clochers du voisinage, et la grande voix du canon, que l'ennemi faisait entendre comme pour servir de basse à ce chœur formidable et en marquer la mesure, on aura une idée exacte de ce dont les habitants d'Esnon furent les témoins auriculaires pendant près d'une heure et demie.

A l'instant où les pompiers avaient attaqué derrière la garenne, beaucoup d'autres gardes nationaux, protégés par les maisons du village et les bouquets d'arbres au milieu desquels il est bâti, avaient commencé le feu contre les tirailleurs ennemis que l'on apercevait à portée.

Ceux-ci, peu rassurés à la vue de nos baïonnettes et au sifflement de nos balles, baissaient la tête et le dos, et, rasant les fossés et les haies, ils se repliaient lestement pour rejoindre leurs rangs ou pour chercher un abri.

C'est en s'acharnant à leur poursuite que plusieurs de nos plus braves furent tués, blessés ou faits prisonniers.

C'est aussi au même moment que les officiers de la 1^{ère} et de la 2^{ème} compagnie, comprenant l'importance du pont du canal, situé à droite de la route d'Esnon à Briennon, donnèrent l'ordre de s'y porter, afin de le défendre. On s'y élança au pas de course. Une partie des bataillons de Laroche et de Bassou y étaient déjà.

Abrités contre une véritable grêle de balles, par les parapets du pont, par les levées qui bordent le canal de chaque côté et par le remblai assez élevé du chemin de fer, nos hommes ripostèrent avec beaucoup de vigueur, et leur fusillade devint bientôt aussi vive que celle de l'ennemi.

Grâce à la chaussée du chemin de fer, derrière laquelle ils étaient parfaitement à couvert, beaucoup purent remonter dans la direction de Briennon jusqu'en face de la ferme de Pré-Martin, située entre le canal et la route nationale.

Les Prussiens, embusqués autour de cette ferme, ne tardèrent pas à y être canardés avec d'autant plus de perte qu'ils se trouvaient très-rapprochés de nos fusils.

Les réserves ennemies, massées dans le bois qui commence tout près de cette ferme, de l'autre côté de la route, durent aussi être atteintes, car on tirait dans leur direction.

Malgré le sifflement incessant des balles prussiennes, on prenait goût à la fête, et l'on était décidé à tenir bon et à pousser en avant aussitôt que l'on verrait l'instant favorable, lorsque la voix brutale du canon, sur lequel on ne comptait pas, se mit de la partie.

Un assez bon nombre de boulets creux qui vinrent éclater près du pont, d'autres au milieu du village et d'autres encore sur la ferme de Chaumançon, donnèrent à réfléchir à nos miliciens, qui, malheureusement, n'étaient guère familiarisés avec un bruit pareil; presque tous, pour la première fois de leur vie, entendaient et voyaient d'aussi près l'artillerie.

Pour combler la mesure, les hauteurs de Pré-Martin se couvraient d'une cavalerie nombreuse, suivie d'une infanterie plus nombreuse encore. Escadrons et bataillons s'avançaient lentement, au pas, mais résolûment, en dépit des balles qu'on leur adressait, et qui, probablement, n'arrivaient jusqu'à eux qu'en fort petit nombre.

Pourquoi n'était-on pas soutenu par l'armée active, par des marins, avec de l'artillerie? Comme du pont, quelques mitrailleuses eussent mordu dans les masses profondes de l'ennemi ! Ces masses n'étaient qu'à douze ou quinze cents mètres : elles eussent été fauchées; malheureusement on n'avait que des fusils à percussion.

Quand on vit cette multitude d'envahisseurs s'allonger comme un interminable serpent noir; quand on les vit onduler sur les hauteurs et dans

les plis de terrain; quand on comprit le mouvement tournant qu'ils se disposaient à exécuter, chacun reconnut que c'était à une véritable armée que l'on avait affaire, et que le parti le plus sage était de se replier en se couvrant le mieux possible.

Les cartouchières n'étaient pas encore vides : c'était dur de s'en revenir ainsi. Toutefois, à la voix des chefs ordonnant la retraite, on se résigna, non sans avoir salué de quelques bonnes décharges les casques à pointes les plus rapprochés.

Un certain nombre d'acharnés ne voulaient pas en démordre. Après avoir battu en retraite pendant quelques instants, ils traversaient le canal sur de légers bateaux que, dès la veille, les gardes nationaux de Laroche y avaient disposés de distance en distance, et retournaient sur la lisière du bois faire le coup de fusil tant qu'ils avaient des cartouches, puis ils revenaient.

Plusieurs restèrent assez longtemps aux abords de la tranchée creusée en deçà d'Esnon, à tirailler contre ceux des ennemis qui mettaient trop d'empressement à vouloir la franchir et à poursuivre leur route sur Joigny. Puis, les munitions venant à manquer, ils se replièrent comme les autres.

Cependant quelques-uns de nos tambours et de nos clairons, restés seuls ou à peu près au milieu des petits bois les plus épais, continuaient à battre et à sonner la charge comme des forcenés, et il est probable que c'est à leur formidable tapage qu'ils durent de ne pas être faits prisonniers.

En inquiétant ainsi l'ennemi, ils permirent à leurs camarades de rentrer à Joigny sains et saufs, avec armes et bagages, et sans que la cavalerie, qui, avec un peu d'audace, eût pu les prendre tous au pont de Cheny ou à Laroche, osât les poursuivre. Elle était trop prudente pour laisser derrière elle, sans qu'ils eussent été bien fouillés, les petits bois qui se succèdent d'Esnon à Laroche, surtout lorsqu'il en sortait un bruit si belliqueux.

Grâce à la souplesse de leurs jambes, ces clairons et ces tambours purent rentrer en ville presque en même temps que les autres et sans s'être laissé joindre par les Prussiens, qui leur auraient probablement fait un mauvais parti.

La plupart des gardes nationaux qui combattirent au pont d'Esnon revinrent à Joigny en suivant le chemin de fer, derrière lequel ils se trouvaient à l'abri des balles et protégés contre la cavalerie par le canal, qui suit la ligne jusqu'à Laroche.

Un certain nombre d'autres, moins bien inspirés, se risquèrent à traverser une plaine découverte, où rien ne pouvait les garantir contre les projectiles ennemis, pour gagner les bois qui bordent l'Armançon. Ils passèrent cette rivière à la nage ou avec de l'eau jusqu'au menton, et allèrent cacher leurs armes et leurs uniformes à Ormoy, à Cheny, à Bonnard ou à Bassou.

Il convient de dire ici qu'ils n'eurent qu'à se louer de l'empressement que les habitants de ces communes mirent à leur venir en aide, à les reconforter et à leur fournir des vêtements, au moyen desquels ils purent, sans être inquiétés, rentrer à Joigny, le soir même ou le lendemain.

Les pompiers, la 4ème compagnie et tous les autres gardes nationaux qui étaient derrière la garenne d'Esnon se trouvèrent les plus exposés. Ils le furent d'autant plus qu'ils occupaient un terrain découvert et qu'ils avaient affaire à de la cavalerie.

Aussi est-ce là que furent frappés, en combattant, un trop grand nombre de dignes enfants de Joigny.

Tous ceux qui tombèrent ainsi face à l'ennemi étaient de simples ouvriers; ils avaient peu ou point de propriétés à défendre; mais ils étaient de ceux qui ne marchandent pas leur sang quand la patrie le leur demande.

Voici les noms des braves qui sont morts et dont tous les vrais patriotes sauront garder le souvenir :

Tripier Auguste; Coltat Auguste; Villette Jules et Petit Prosper.

Ceux qui ont été très grièvement blessés sont :

Ober, Laforgue dit Lectoure et Michel.

Comme on le voit, nos pertes, de ce côté, pour Joigny seulement, furent grandes. Si elles ne le furent pas davantage, on peut l'attribuer à la bonne contenance de ceux qui soutinrent la retraite.

Quand les cavaliers qui les poursuivaient à coups de mousqueton et les suivaient pas à pas, faisaient mine de vouloir les serrer de trop près, ils n'avaient qu'à se retourner, à les mettre en joue et à leur envoyer quelques balles pour les voir se retirer au galop. Ils ne tardèrent même pas à les perdre de vue, ce qui leur permit de rentrer à Joigny, assez à temps pour pouvoir mettre leur équipement en lieu sûr.

On a dit bien des choses impossibles relativement aux raisons pour lesquelles les Prussiens, à Esnon, avec leur nombreuse cavalerie, n'avaient pas enveloppé et exterminé ou fait prisonniers les bataillons du canton de Joigny.

Aux raisons sérieuses qui ont été indiquées plus haut, il est inutile d'en ajouter encore une autre.

Dès le commencement de l'action, les gardes nationaux de Bussy-en-Othe (canton de Briennon) s'étaient transportés en armes et s'étaient tenus en observation sur le sommet de la butte Chaumont (montagne blanche située entre Bussy et Brion). De deux lieues et plus on apercevait leurs fusils briller au soleil.

La vue de ce groupe de gardes nationaux contribua sans doute beaucoup à empêcher la cavalerie prussienne de suivre la route de Brion et d'arriver aux portes de Joigny avant les nôtres; l'ennemi ne savait pas si, derrière Chaumont et dans la forêt d'Othe, qui en est tout proche, ne se tenait pas en embuscade, attendant l'instant favorable, une troupe régulière, munie d'artillerie.

Nous avons donné les noms de ceux de nos gardes nationaux qui restèrent sur le champ de combat d'Esson.

Il n'est pas hors de propos de rappeler la manière indigne dont quelques-uns furent traités par l'ennemi.

Le sergent Auguste Coltat était au premier rang; il tomba l'un des premiers : une balle lui avait fracassé la cuisse. Il se traîna comme il put jusqu'àuprès d'une croix plantée au bord d'un chemin et s'y assit sur une pierre en attendant quelques secours. Les Prussiens ne tardèrent pas à déboucher par ce chemin.

Aux pieds de Coltat, une mare de sang annonçait assez qu'il était grièvement blessé. Il était d'une pâleur mortelle et près de défaillir.

Cependant, sans plus de pitié que des bêtes féroces, un très grand nombre de ceux qui passaient à proximité, l'accablèrent d'injures, lui crachèrent au visage, le souffletèrent, le bourrèrent de coups de pied, de coups de crosse et de coups de plat de sabre. C'est un franc-tireur, hurlaient-ils.

«J'ai plus souffert, répétait ce pauvre Coltat avant sa mort, qui suivit de près l'amputation qu'on lui fit subir à l'hôpital de Briennon, des outrages et des coups que ces misérables m'ont lâchement prodigués, que de la balle qui m'a brisé la cuisse.»

Laforgue, dit Lectoure, charpentier, homme alerte, robuste et résolu, se trouva parmi les plus ardents à courir sus aux Prussiens, dès qu'on les eut signalés. Aussi ne tarda-t-il pas à être enveloppé, en compagnie de quelques camarades, dans un grand cercle de cavaliers.

Il reconnut bien vite que toute résistance devenait impossible, et, après quelques coups de fusil tirés sur les ennemis les plus rapprochés, il leva la crosse en l'air. Sans tenir compte de cette démonstration, trois cavaliers qui arrivaient à fond de train déchargèrent sur lui, heureusement sans l'atteindre, leurs mousquetons à une distance d'environ trente pas.

Les voyant disposés à ne lui faire point de quartier, il prit vite son parti en brave, disposé à vendre sa vie le plus chèrement possible. Au moment où deux cavaliers arrivaient sur lui le sabre levé, il enfonça sa baïonnette presque tout entière dans le côté droit du plus rapproché, qui ne tarda pas à vider les étriers; puis il se disposa à en faire autant à l'autre; mais celui-ci le prévint, et, d'un violent coup de sabre sur la tête, il l'étendit raide. Ce n'était pas assez pour ce brave Prussien de voir son ennemi hors de combat, défiguré et baignant dans son sang, il s'acharna sur cet adversaire à demi-mort et le larda de coups de sabre. Il lui en porta seize coups, qui l'atteignirent sur la tête, sur les reins, sur les épaules et sur les bras.

Un dernier coup, destiné à lui trancher la tête, et qui fut détourné sans doute par un mouvement du cheval, lui coupa presque complètement le poignet droit.

Par un bonheur inouï, Laforgue, dont on désespéra fort longtemps, n'est pas mort de ses blessures. Aujourd'hui, toutes sont cicatrisées. Seulement, il ne pourra plus jamais se servir de sa main droite.

Disons que, depuis, la population de Villevallier a élevé, à la mémoire de Cathelin, un monument destiné à rappeler sa fin de soldat et de patriote.

Mais voici des faits encore plus lamentables. Ils méritent quelques détails. Il s'agit de l'un des crimes sans contredit les plus abominables que commirent les Prussiens pendant leur séjour parmi nous.

Alphonse Devaize, garde national de Cézy, était un jeune homme de vingt-deux ans, ardent, comme on l'est à cet âge, dans sa haine contre les envahisseurs.

En revenant d'Esnon, il s'était laissé surprendre à Joigny par l'arrivée de l'ennemi. Toutefois, il avait eu le temps de remplacer son uniforme par des vêtements d'ouvrier.

Malheureusement pour lui, il avait conservé, sous sa veste, une ceinture de flanelle rouge qui fut aperçue par les Prussiens avec lesquels il s'était rencontré on ne sait comment.

Cette ceinture leur fit supposer que celui qui la portait était un franc-tireur. Il était sans armes, tout au plus ils pouvaient le faire prisonnier : ils l'assassinèrent de la manière la plus horrible et la plus lâche, sur le quai de Paris, en face de la rue du Petit-Trianon.

Il était huit heures et demie quand commença ce drame épouvantable. Il pleuvait. La nuit était affreusement sombre et triste. Du reste, à Joigny, nul n'oubliera jamais cette nuit maudite. Les habitants des maisons voisines entendirent un coup de fusil. Inquiets, ils coururent à leur fenêtre, d'où, en se tenant prudemment dissimulés derrière les rideaux, ils virent ce qui se passait. C'était sur Devaize que l'on venait de tirer à bout portant. La balle lui avait traversé le corps. Il chancela. Cependant, il ne tomba pas. Poussant un cri terrible, il se rua sur le premier Prussien à sa portée.

Ils étaient une douzaine autour de lui : la résistance ne devait pas être longue. Un de ces braves lui fendit le crâne d'un coup de sabre appliqué avec tant de violence que la cervelle fut mise à nu.

A ce coup, Devaize tomba. Le sang coulait de ses blessures comme de sources jaillissantes, mais il n'était pas tué, et il ne voulait pas mourir. Il se débattait avec l'énergie du désespoir. Son corps avait des tressaillements tels que de loin on eût dit qu'il rebondissait dès qu'il touchait la terre. Il faisait des efforts surhumains pour se relever.

On vit alors, à la lueur des fallots qui éclairaient cette scène d'anthropophages, les assassins cribler leur victime de coups de baïonnette et le frapper comme à plaisir avec la crosse de leurs fusils. D'assez loin, dans le silence de la nuit, on entendait le bruit de ces coups de crosses et les gémissements prolongés de celui que l'on massacrait d'une manière si cruelle et si révoltante.

Ils tenaient à l'achever et ils ne pouvaient en venir à bout : Devaize semblait s'obstiner à vivre et à braver leur rage. Dans leur exaspération, ils le frappèrent

au visage du talon de leurs bottes ferrées; puis ils lui piétinèrent le corps; et cet acharnement inconcevable d'une douzaine d'hommes contre un seul, mortellement blessé, dura environ vingt minutes, suivant les personnes on ne peut plus dignes de foi qui en furent témoins.

Devaize, malgré tout, continuait à se débattre. Fatigués et désespérant sans doute d'en venir à bout, ces espèces de cannibales le saisirent par les cheveux et, tout en continuant à le frapper, ils le traînèrent sur le pavé, à travers la route, pour aller le jeter dans un coin du jardin de M. Giry, entreposeur des tabacs.

Mr et Mme Giry, qui, de leur fenêtre, avaient vu tout ce qui venait de se passer, descendirent immédiatement. Ils firent remarquer à ces hommes, indignes du nom de soldat, que leur victime respirait encore et ils les supplèrent, au nom du ciel, de la porter à l'hospice, parce que, dans la maison, aucun lit n'était disponible pour la recevoir. En effet, 80 Prussiens que l'on avait à loger avaient tout pris pour eux en fait de literie, sans laisser aux maîtres de la maison seulement de quoi reposer leur tête.

Les bourreaux répondirent par des gestes de menaces et par d'odieux ricanements aux prières qu'on leur adressait. L'un d'eux, porteur d'un visage de bête fauve, et dont les vêtements étaient de haut en bas dégoûtants de boue et de sang, alla jusqu'à mettre son poing sous le nez de M. Giry, qui recula d'horreur : ce point était complètement rouge d'un sang encore chaud et fumant. Reprenant Devaize par les cheveux, ils le jetèrent dans le corridor de la maison; puis ils se retirèrent enfin, en continuant de ricaner et en répétant le mot *franc-tirour* à plusieurs reprises.

M. Giry s'empressa de coucher le malheureux Devaize sur de la paille et d'envoyer chercher un médecin, qui ne peut venir qu'à dix heures. Il n'y avait rien à faire, tout le corps n'était qu'une plaie, et plusieurs blessures étaient mortelles.

Cependant le moribond continua de se débattre dans les convulsions de l'agonie la plus poignante à voir, jusqu'à deux heures du matin. Ses râlements, que l'on entendait dans toute la maison et qui étaient on ne peut plus pénibles, et l'on pourrait dire effrayants, avaient enfin cessé : il était mort.

Au jour, on vit que les murs et les portes du corridor étaient, jusqu'à hauteur d'homme, rouges de sang qui avait jailli des blessures de ce martyr de la férocité prussienne.

On trouva aussi des poignées de ses cheveux dans le jardin.

Le corps fut porté à l'hospice, d'où les parents, qui étaient venus le reconnaître, ne purent l'emmener à Cézy que le lendemain, pour le faire enterrer.

Il n'y a pas d'expression pour rendre la douleur et le désespoir de la mère de Devaize, quand elle vit le cadavre de son fils dans l'état où ses bourreaux l'avaient mis. Elle faillit en perdre la raison. Elle montrait le poings à tous les Prussiens qu'elle rencontrait, les accablait de malédiction et invoquait contre eux la vengeance du ciel. C'était navrant.

De larges flaques de sang, répandues sur le chemin de halage, indiquèrent, pendant plus de quinze jours, la place où Devaize avait été massacré.

Une croix creusée dans la pierre du parapet, par une main patriote, marque encore cette place.

Devaize était marié; il laissait sa veuve avec un enfant.

Cette énumération des victimes de nos implacables ennemis est déjà longue; elle n'est cependant pas encore complète. Nous avons à y ajouter les quatre gardes nationaux de Villecien, fusillés à Villeneuve-sur-Yonne.

Voici leurs noms :

Veillot (Edouard), ancien soldat, lieutenant de la garde nationale, âgé de 50 ans, père de deux enfants; Fauvet Casimir, ancien soldat et maître d'armes, sergent-major, âgé de 50 ans, père de deux enfants; Leclair Hippolyte, sergent à la subdivision des sapeurs-pompiers, âgé de 35 ans, et Rogneau Narcisse, sapeur-pompier, âgé de 32 ans, père d'un enfant.

Mais il convient d'entrer dans quelques détails sur la mort de ces malheureux et sur celle de Cathelin.

Comme si ce n'eût pas été assez des 30 à 40,000 hommes, composant le dixième corps de l'armée du prince Frédéric-Charles, pour accabler à Esnon les quatre bataillons du canton de Joigny, six cents Prussiens avaient été détachés de Sens et envoyés dans la direction de notre ville, afin de donner la main à ceux qui y arrivaient.

Après quelques coups de fusil échangés avec les gardes nationaux de Villeneuve -sur-Yonne, ils avaient fait leur entrée dans cette ville, et le colonel commandant le détachement avait envoyé son avant-garde, composée de quelques cavaliers et d'une trentaine de fantassins, pour éclairer la route jusqu'à Joigny.

Selon leur usage, en passant à Armeau, ils avaient réquisitionné les charrettes et les chevaux qui devaient les transporter à destination.

C'était juste à l'heure où les gardes nationaux de Villecien revenaient d'Esnon et, comme tous les autres, s'empressaient de rentrer chez eux.

Au moment où Veillot et ses trois camarades entraient dans le village, il se trouvèrent en présence de l'avant-garde prussienne.

Obéissant à je ne sais quelle fatale inspiration, au lieu de se replier du côté de la forêt, comme ils auraient pu le faire, il se rendirent prisonniers. Ils espéraient peut-être que, comme gardes nationaux n'ayant pas fait de résistance, ils seraient prochainement rendus à la liberté. Leur erreur était grande.

On les fit monter sur les charrettes, on leur attacha les mains au dos et on les lia debout aux ridelles; puis on continua d'avancer.

Il ne se passa rien de particulier jusqu'à mi-chemin de Saint-Aubin à Joigny, à l'endroit où il y avait une tranchée, et où de Cézy, de Villeneuve et de Villevallier, la route présente un coude assez prononcé. Au tournant de la route,

un groupe d'une dizaine de gardes nationaux se rencontra presque nez à nez avec les Prussiens, qui leur envoyèrent à brûle-pourpoint une décharge de mousqueterie. Ces gardes nationaux, mieux inspirés que les quatre qui s'étaient rendus, s'empressèrent, les uns de remonter la côte, afin de regagner la forêt, les autres de descendre s'abriter derrière les berges du canal. Quelques-uns de Cézy, pour rentrer chez eux, au risque de périr, traversèrent l'Yonne à la nage.

L'avant-garde ennemi continua son chemin sur Joigny et arriva jusqu'en face du château d'Epizy, pour ainsi dire aux portes de la ville. Là, eut lieu une nouvelle rencontre de gardes nationaux. Mais ceux-ci avaient leurs fusils chargés et étaient disposés à tirer le meilleur parti des munitions qui leur restaient.

De derrière les terrées des vignes, où ils avaient couru tout d'abord s'embusquer, ils répondirent vigoureusement aux Prussiens.

C'est là que Cathelin fut tué. Il s'était arrêté non loin de la route, et, caché derrière un buisson, il canardait l'ennemi de son mieux. Les Prussiens l'aperçurent, et plus de quatre-vingts balles furent envoyées à son adresse. Une des dernières l'atteignit au front, au moment où il épaulait pour riposter.

Cathelin avait 34 ans. Il laissait une veuve et un enfant.

Nous avons dit qu'un monument avait été élevé à sa mémoire. En voici l'inscription : *«Ce monument a été élevé par les gardes nationaux de Villevallier, en l'honneur du sergent Julien Cathelin, mort pour la patrie, le 18 novembre 1870.»*

Les Prussiens, inquiets d'une résistance qu'ils n'attendaient guère, inquiets aussi d'avoir vu les gardes nationaux qu'ils avaient rencontrés jusque-là, filer tous à la forêt, dans la même direction, ignorant ce qui s'était passé à Esnon, et craignant de se voir couper la retraite, firent promptement volte-face. Ils repartirent, les cavaliers à franc étrier et les autres au galop des chevaux attelés aux charrettes.

Ils remmenaient leurs quatre prisonniers, et Dieu sait s'ils leur marchandaient les injures et les bourrades.

Au passage à Villecien, les femmes de ces quatre malheureux, agitées d'un sinistre pressentiment, leurs enfants de même, auraient voulu leur parler, les embrasser, leur dire adieu. Cette consolation leur fut impitoyablement refusée. Les Prussiens les repoussèrent avec une brutalité inouïe. Une d'elles se ressentira peut-être toute sa vie d'un coup violent qu'ils lui envoyèrent dans la poitrine.

A Armeau, un peu rassurés, ils changèrent de charrettes. Les prisonniers descendirent. Ils avaient toujours les mains attachées au dos. Les Prussiens, par un raffinement de cruauté, voulaient les forcer à monter seuls et sans aide dans les nouvelles charrettes. Avec les mains attachées, ce n'était pas chose facile ou plutôt c'était impossible. Comme de véritables bourreaux, ils se mirent alors à les maltraiter à coups de crosse; et, les uns les poussant tandis que les autres, déjà montés en voiture, les soulevaient par les cheveux et par la barbe, ils les hissèrent à leur place.

Si ces hommes se montraient féroces, malheureusement leur chef était digne d'eux. Il était à dîner à Villeneuve, à l'hôtel du Dauphin, et les bouteilles de champagne alignées devant lui annonçaient qu'il avait fait de copieuses libations. Quand on vint lui annoncer que quatre francs-tireurs avaient été faits prisonniers à Villecien, sans demander de plus amples renseignements, sans se déranger : « Qu'on les fusille ! » dit-il. Cet ordre barbare ne tarda pas à être exécuté.

Un poste avait été établi au café Saulin. Il comptait de nombreux soldats. C'est là qu'à leur arrivée à Villeneuve, vers huit heures du soir, les quatre prétendus francs-tireurs de Villecien avaient été conduits. En les frappant à coups de pied, à coups de poing et à coups de plat de sabre, on les avait poussés et rangés debout dans la grande salle du café, à côté d'un garde national de la ville, nommé Chaudey, que l'on gardait attaché à une colonne, en attendant l'ordre de le fusiller.

En voyant maltraiter si cruellement ces quatre malheureux, Mme Saulin n'avait pu s'empêcher de s'apitoyer sur leur sort et d'essayer de s'approcher d'eux, afin de les consoler. Un coup de poing qu'elle reçut d'un soldat prussien l'aurait fait tomber à la renverse, si son mari ne s'était trouvé derrière elle pour la retenir.

Dix minutes environ après cet incident, arrivait un officier, espèce d'aide de camp, envoyé de l'hôtel du Dauphin par le commandant en chef, pour signifier la sentence qui avait été prononcée.

Cet aide de camp ne parlait pas français. A chacun des quatre prisonniers il adressa quelques mots en allemand. Comme on ne pouvait comprendre ses paroles, il s'expliqua par des gestes malheureusement trop expressifs, en terminant par le mot *capout!*

Les prisonniers ne pouvaient plus douter de ce qui leur était réservé.

Les deux plus âgés demandèrent alors, puisque malgré le droit des gens il fallait des victimes, qu'on se bornât à les fusiller tous deux et qu'on voulût bien épargner leurs deux camarades plus indispensables dans leur famille : c'était implorer des tigres.

On emmena les quatre prétendus francs-tireurs au bout de la ville, sur la route de Sens; on les fit ranger dans le fossé à gauche, au pied de grands peupliers, et c'est là que, sous une décharge et presque à bout portant de douze fusils à aiguille, tous quatre tombèrent horriblement mutilés, en se désolant sur l'avenir de leurs femmes et de leurs enfants, auxquels ils regrettaient de ne pas avoir pu donner le baiser du suprême adieu. Quelques personnes du voisinage purent entendre de loin leurs protestations et leurs plaintes. C'était déchirant!

C'est à la lueur vacillante de quelques fallots que tombèrent les victimes. Il était huit heures et demie, juste l'heure où l'on massacrait, à Joigny, le jeune Devaize, du même bataillon.

Rogneau et Leclair ne s'étaient pas laissé fusiller sans résistance. Au dernier moment, ils avaient énergiquement résisté, et leurs exécuteurs n'avaient pu en venir à bout qu'en leur liant solidement les pieds et les mains avec des cordes.

Défense avait été faite de relever les cadavres. Ils restèrent là toute la nuit, dans un ruisseau de sang.

Pendant le trajet du café Saulin à la porte de Sens, une femme, la femme Colin, avait rencontré par hasard le peloton d'exécution, et avait entendu les réclamations et les gémissements des victimes que l'on traînait à la mort. Emue jusqu'aux larmes, elle essaya de fléchir les soldats, elle alla jusqu'à les supplier à genoux. Pour toute réponse, elle fut rudement repoussée, frappée et culbutée dans la boue.

Pendant cette fatale journée du 18 novembre, la population de Villeneuve avait été témoin de scènes si terrifiantes que, le soir, au moment de l'exécution, chacun se tenait prudemment chez soi en compagnie des Prussiens que l'on avait à loger. Du reste, défense avait été faite de circuler pendant la nuit dans les rues. Un habitant, nommé Barbara, fut tué pour avoir enfreint cet ordre.

Ce fut seulement le lendemain matin que la nouvelle du quadruple assassinat se répandit dans la ville consternée.

On s'empressa de relever les cadavres. Ils avaient la poitrine découverte et chacun était percé de trois balles. On les transporta à l'hospice où ils furent embaumés, pieusement ensevelis, puis couchés dans leurs cercueils.

Dans l'après-midi, on leur rendit les derniers honneurs. La population se fit un devoir sacré d'assister au convoi. Toute la ville y était, c'est-à-dire cinq à six milles personnes de tout âge, de tout sexe et de toute condition. Cette foule, si nombreuse, resta jusqu'au bout muette et recueillie; mais, à l'expression des visages, on voyait bien les sentiments de haine et de vengeance qui remplissaient tous les cœurs.

Il y a des jours de douleur et de deuil que l'on ne saurait jamais oublier. Dieu fasse que l'on n'en revoie jamais de semblables!

Après l'exécution, un patriote de Villeneuve, en faisant un très long détour et en marchant presque toute la nuit, avait pu arriver à Villecien, vers les premières heures du jour. Il y fit connaître la fatale nouvelle. Ce ne fut qu'un cri dans la commune. On était terrifié.

Cependant, pour les malheureuses familles qui venaient ainsi d'être frappées dans leurs chefs, ce n'était pas encore fini. Les Prussiens allaient leur démontrer qu'en fait de barbarie, ils avaient des raffinements que l'on n'aurait jamais cru trouver chez une nation européenne. Le soir même, ils envahissaient Villecien; et les demeures de ceux qui venaient d'être si cruellement assassinés retentirent des rires et des chants odieux des soldats prussiens dont elles étaient remplies. Ces soldats, non seulement ne se firent pas scrupules de coucher dans les lits, pour ainsi dire encore chauds de leurs victimes, mais ils chassèrent à plusieurs reprises de leur foyer en deuil les veuves et les orphelins, parce que ces infortunés n'avaient pas assez de forces pour retenir leurs larmes en pensant à leurs chers absents.

Quelle triste et terrible époque!

Quelle exécration chose que la guerre! Que de maux elle sème sur son passage! Que de pleurs elle fait répandre!

Combien aussi sont criminels les empereurs et les rois qui, pour satisfaire leur ambition, leurs caprices, leurs folies toujours criminelles, arment les peuples les uns contre les autres et les font s'entr'égorgés.

Dès que l'on apprit ce qui s'était passé à Villeneuve-sur-Yonne, il n'y eut qu'une voix dans toute la contrée pour maudire les bourreaux, et pour les vouer à l'exécration de l'humanité.

Fusiller ainsi des gardes nationaux qui, pour défendre leurs foyers, avaient marché d'après les ordres de leurs chefs, était un acte infâme dont le souvenir devait être conservé, à la honte de ceux qui s'en sont rendus coupables.

Les patriotes habitants de Villeneuve ont élevé, sur le lieu même du crime, un monument destiné à en perpétuer la mémoire.

Ce monument est une colonne tronquée, sur le fût de laquelle est gravée l'inscription suivante :

En cet endroit,
Le 18 novembre 1870,
Ont été odieusement fusillés,
Par les Prussiens,
Contrairement aux lois de la guerre,
Et aux droits des gens,
Les citoyens,
Fauvet Casimir;
Veillot Edouard,
Leclair Hippolyte,
Rogneau Narcisse,
Gardes nationaux de Villecien.

Comme on l'a vu, ce fut une douloureuse journée que celle du 18 novembre. Et dire qu'elle aurait pu l'être bien plus encore! On va en juger :

Au moment où le combat s'engageait à Esnon, l'anxiété était grande parmi les femmes, les enfants et les vieillards restés à Joigny.

Cette anxiété augmenta encore, lorsque l'on sut qu'en prêtant l'oreille sur les rails du chemin de fer, on entendait distinctement le bruit du canon se mêlant au crépitements de la fusillade.

Tout le monde était consterné, et la plupart avaient les yeux en pleurs en songeant à ceux que l'on était exposé à ne plus revoir. On était d'autant plus tourmenté et malheureux que l'on ne recevait point de nouvelles. Ce n'était partout que gémissements et lamentations.

Ce fut bien le reste quand la foule, répandue sur les quais, vit arriver, monté sur un cheval lancé au galop et blanc d'écume, un homme qui criait : «On se bat à Esnon!... deux compagnies sont détruites!... on demande du renfort!...» Toujours au galop, cet homme monta la Grande-Rue pour aller porter les nouvelles à l'hôtel de ville.

Le mal, quoique grand, était heureusement moindre qu'on l'annonçait. Ce courrier de malheur était un homme employé à la conduite des bagages. Au premier coup de canon, la frayeur l'avait saisi. De loin il avait vu tomber un garde national, et il avait cru que tout était perdu. Enfourchant alors son cheval le plus rapide, il était revenu à Joigny à fond de train : il avait mis moins d'une heure pour faire le trajet.

Quand on sut la désolante nouvelle qui venait d'être apportée, et elle se répandit prompte comme l'éclair, il se manifesta à Joigny un de ces mouvements qu'il est bon d'enregistrer.

On vit des adolescents, des enfants même, quelques-uns nu-tête, nu-bras, en sabots, courir à la sous-préfecture, puis à la mairie : «On tue nos pères, criaient-ils, nous voulons des armes et des munitions pour aller les défendre!»

Une trentaine de fusils disponibles et des cartouches furent distribués aux plus âgés. Les autres s'armèrent, comme ils purent, de piques, de faux, de croissants, de vieux sabres, de fourches, de pistolets, de haches, de cognées, et tous s'élancèrent dans la direction d'Esnon. Il y en avait avec des képis, d'autres avec de vieux bonnets de police recrutés à la hâte chez les chapeliers et les fripiers, parce qu'il avait été dit que, pour être considéré comme belligérant et ne pas être fusillé, dans le cas où l'on serait fait prisonnier, il fallait avoir au moins une coiffure militaire munie d'une cocarde tricolore.

Plusieurs femmes, également armées, marchaient avec ces jeunes gens et ces enfants, ainsi qu'un grand nombre de vieillards, jusqu'à des octogénaires.

Des dames, que le patriotisme et l'humanité rendaient intrépides, avaient pensé aux soins que réclamaient nos blessés et elles venaient, elles aussi, dans des voitures marquées de la croix des ambulances.

Un pareil renfort, qui, tout au moins, prouvait du courage, de la bonne volonté et un sentiment de solidarité comme on n'en voit pas partout, ne pouvait guère être de quelque utilité, surtout contre des ennemis outillés à la manière des Prussiens.

Quoi qu'il en soit, on rencontra ce renfort inattendu non loin de Laroche, et plus d'un garde national qui, la première émotion passée, était redevenu impassible au milieu des balles ennemies, se sentit profondément attendri en trouvant son jeune fils ou son vieux père dans les rangs de ceux qui venaient ainsi s'exposer aux coups d'un ennemi implacable et féroce.

On frémit en pensant que tous ces braves gens auraient pu être massacrés si, par malheur, les uhlans les avaient rencontrés. Dieu aidant, ils rentrèrent sains et saufs à Joigny.

Par les soins de la commission municipale, des voitures avaient été tenues toutes prêtes, et les gardes nationaux, au fur et à mesure de leur rentrée en ville, étaient invités à y venir déposer leurs armes, ce qu'ils firent en grand nombre; puis les voitures s'éloignèrent au galop.

Il était temps. L'armée prussienne arrivait, et son artillerie prenait ses positions en prévision d'une résistance à laquelle on ne pensait plus, depuis qu'on l'avait reconnue inutile. Sept canons étaient braqués sur les hauteurs du Petit-Tuot.

Il était environ quatre heures du soir, quand l'armée prussienne arriva aux premières maisons du faubourg Saint-Florentin.

Immédiatement des détachements nombreux se portèrent à toutes les portes de la ville, et, si l'on pouvait encore y entrer, il ne fut plus permis d'en sortir.

En même temps, une compagnie d'infanterie, divisée en sections, arrivait sur la place de l'Hôtel-de-Ville; et le capitaine, mettant pied à terre, faisait comprendre qu'il avait à parler au maire.

Monsieur Chaudot et les cinq membres de la commission municipale qui se trouvaient présents, MM. Rivaille, Feneux, Berthe-Havard, Meignen et Petit-Moreau, sortirent sur le perron de l'hôtel de ville.

Le capitaine leur enjoignit alors de le suivre immédiatement jusqu'aux portes de la ville, pour entrer en pourparlers avec le général. Il n'y avait pas à résister.

On fit placer ces messieurs entre les deux sections, et passant rue des Menuisiers, rue d'Etape et sur les quais, on les amena jusqu'en face de la Manutention.

Pendant ce temps-là, un trop grand nombre de badauds, qui se seraient montrés plus dignes en restant chez eux, se tenaient bouche bée sur les trottoirs.

Le général prussien, entouré de son état-major, à cheval, attendait le maire. Dès qu'il l'aperçut, d'un ton brusque, menaçant, et avec un accent germanique des plus prononcés, il lui tint ce petit discours rien moins que rassurant :

«Joigny (il prononçait *Joiny*) vient de se mettre en hostilité ouverte contre les troupes de Sa Majesté le roi Guillaume, mon maître. C'est une ville de canailles, d'assassins... de francs-tireurs. Le sang versé à Esnon doit retomber sur elle. Pour la punir, j'ordonne qu'elle payera jusqu'à demain midi (sic) une contribution de deux cent mille francs. Sinon la ville toute entière sera pillée par mes soldats, puis brûlée par mon artillerie. Allez, et n'oubliez pas qu'à partir de cet instant Joigny et tout le cercle qui en dépend appartiennent à Sa Majesté le roi Guillaume.»

M. Rivaille, receveur particulier, un des membres présents de la commission municipale, parle l'allemand, ce qui, par parenthèse, lui permit, pendant l'invasion, de rendre les plus signalés services à ses concitoyens. Il essaya, dans cette langue, de faire comprendre au général que la ville de

Joigny, ne faisant point de résistance aux troupes prussiennes, que, leur ouvrant ses portes et ne leur refusant pas ce qu'un ennemi victorieux a le droit de demander sur son passage, le logement, la nourriture et le ravitaillement dans la mesure du possible, elle ne devait pas être traitée avec autant de rigueur; que c'était contraire au droit des gens de la rendre responsable du fait de guerre qui s'était passé à Esnon. Les chefs de la garde nationale, ajouta-t-il, avaient reçu du gouvernement établi l'ordre de faire marcher leurs hommes contre l'armée allemande. Cet ordre, on le reconnaissait, avait été exécuté; mais était-il juste de confondre la ville de Joigny proprement dite, c'est-à-dire son administration civile, les femmes, les enfants, les vieillards et toutes les personnes qui n'étaient aucunement militaires, avec la garde nationale, corps belligérant, soumis, de par la loi, au ministre de la guerre. Quand aux francs-tireurs, dont on accusait la ville d'être remplie, on pouvait jurer et prouver qu'il n'y en avait jamais eu.

Toutes ces explications, qui durèrent assez longtemps, ne purent fléchir le général. «C'est la guerre!» conclut-il durement, et il n'y eut plus rien à dire.

Plusieurs placards imprimés, destinés à être immédiatement affichés, furent remis au maire. Puis, la même escorte le reconduisit à l'hôtel de ville avec ses cinq collègues de la commission municipale.

A leur arrivée, ils trouvèrent la place de l'Hôtel-de-Ville et toutes les rues adjacentes encombrées de soldats. Les salles, les bureaux, les vestibules, les escaliers de la mairie, tout en était rempli.

Les envahisseurs avaient pillé les caves du concierge, et, forçant les tiroirs des employés, ils avaient volé une quarantaine de francs destinés au secours de route que l'on distribue ordinairement aux voyageurs indigents.

Ce déploiement de forces, qui était bien inutile, mais qui prouve une fois de plus la prudence extrême de nos ennemis, avait pour but de bien garder la commission municipale et une cinquantaine de prisonniers entassés dans le grand salon du premier étage.

Parmi ces prisonniers, figuraient d'abord dix-huit gardes nationaux pris sur le champ de bataille d'Esnon; puis, entre autres, M. Bridier, maire de Briennon, M. Rativeau, maire de Laroche, M. Grand, maire d'Esnon et M. le curé d'Esnon.

Quand on avait emmené ce dernier, sa fidèle gouvernante avait manifesté le plus vif désir de l'accompagner : *Nix dame furth!* lui crièrent-ils, et elle dut rentrer au presbytère.

En entendant tomber les obus sur les maisons, plusieurs habitants d'Esnon s'étaient prudemment blottis dans leur cave. Après le combat, les Prussiens les en délogèrent, et ils les avaient également amenés prisonniers, ainsi que d'autres personnes arrêtées dans les diverses communes par lesquelles ils avaient passé.

Ces prisonniers, qui, en route, avaient été pour la plupart lâchement souffletés, ou battus et menacés de mort, à plusieurs reprises, restèrent toute la nuit sans pain. C'est à peine si on leur fournit de l'eau à boire.

En vain des patriotes de la ville essayèrent plusieurs fois de faire parvenir des aliments aux prisonniers. Rien ne put arriver jusqu'à eux; tout fut englouti dans les gouffres sans fond que la nature a donnés pour estomacs aux Prussiens féroces qui étaient chargés de les garder.

Tous les prisonniers avaient été minutieusement fouillés à leur entrée à l'hôtel de ville, tant on craignait qu'ils eussent conservés quelques armes, dont ils auraient pu se servir pour se révolter et s'évader.

La commission municipale s'était peu à peu complétée, à mesure que ses membres, faisant partie de la garde nationale, avaient pu rentrer en ville et faire disparaître les traces compromettantes de leur présence au combat d'Esnon.

Malgré ses recherches, elle ne pouvait découvrir le moyen de réunir les 200,000 fr. demandés.

Les refuser, c'était exposer la ville à des malheurs dont, après mûres réflexions, nul ne se sentait le courage d'assumer la responsabilité. On prévoyait à quels excès douze à quinze mille soldats répandus dans la ville étaient capables de se livrer, si on la mettait à leur discrétion. Plusieurs maisons du faubourg du Pont avaient été pillées. Il y avait aussi la menace de l'incendie.

Après une nuit cruelle passée, sans qu'il fût possible de se rendre chez soi pour prendre quelques aliments, on s'arrêta à l'idée de convoquer les négociants et les autres personnes notables qui, n'étant pas prisonnières, pouvaient agir au dehors et demander à une souscription, sinon les 200,000 francs exigés, au moins une somme assez ronde dont le général finirait peut-être par se contenter.

Disons que, pendant que l'on promenait la commission municipale de la mairie à la manutention et de la manutention à la mairie, les troupes prussiennes s'étaient ruées dans la ville, exigeant qu'on leur servit, sur l'heure, du vin, de l'eau-de-vie et des rations effrayantes de viandes et de légumes : « Il faut *tot de suite* ! » disaient-ils en menaçant de leurs sabres ou de leurs baïonnettes.

Si l'on voulait raconter avec détail toutes les humiliations, toutes les vexations, toutes les violences qu'ils firent endurer à un trop grand nombre de nos concitoyens, on n'en finirait pas.

Plusieurs furent sur le point d'être fusillés, parce qu'en fouillant leurs maisons, de la cave au grenier, on avait, par hasard, trouvé un bouton de garde national, une capsule, une balle conique, un képi, ou même un simple chiffon de drap rouge.

Rappelons, entre mille et à titre d'échantillon, un fait à la fois odieux et grotesque.

Les Prussiens, on se le rappelle, se montraient on ne peut plus friands de volailles. Partout où ils passaient, ils en faisaient des razzias épouvantables. Ils dépeuplèrent complètement un nombre considérable de basses-cours, au grand désespoir des fermières, qui ne pourront jamais leur pardonner cet excès de gloutonnerie.

Les oies surtout, sans doute à cause de leur volume et de leur poids, étaient l'objet de leur prédilection. Au combat d'Esnon, un capitaine avait fait main basse sur ce qu'il appelait *une grosse canard*, c'est-à-dire une oie. Ce capitaine avait pris son logement, rue d'Etape, chez M. M.... Son premier soin, en arrivant, fut de confier son oie à la maîtresse de maison, avec ordre de la faire accommoder, le lendemain, pour le déjeuner : ce qui fut fait.

A l'heure du repas, il arriva que l'oie avait disparu. Il est impossible de peindre la fureur du capitaine, quand on lui apprit une «aussi affreuse nouvelle.» C'était de la frénésie.

Il accusa M.M... d'être l'auteur du vol et il décida qu'il avait mérité d'être fusillé sur le champ. Vite, il fit mettre toute sa compagnie sous les armes. La rue d'Etape et les rues adjacentes étaient remplies de soldats. Les fusils furent chargés, et on rechercha vivement le prétendu coupable qui, fort heureusement pour lui, s'était absenté. Il était chez une parente, à côté de chez lui.

La maison fut inutilement fouillée de la cave au grenier.

Pendant ce temps-là, le capitaine se tenait à cheval, au milieu de ses hommes.

Sa colère allait *crescendo*; on entendait sa voix aiguë proférer les plus effroyables menaces; il ne parlait rien moins que de brûler la demeure de M. M... et, dans le quartier, tout le monde était dans des transes faciles à concevoir.

Est-il besoin de dire que Mme M... était dans une inquiétude mortelle. Cette situation dura près de trois heures.

M.M... ne savait pas ce qui se passait. Il rentra chez lui. Comme il était indisposé, il n'avait pas quitté de la matinée sa robe de chambre. Cette espèce de déguisement le sauva. Il ne fut pas reconnu par ceux qui le cherchaient, et il se garda bien de se faire connaître.

Bien mieux, ce fut lui-même qui, avec le plus grand sang-froid, présida aux recherches que l'on recommença à plusieurs reprises dans toute sa maison. Il ouvrit les portes de tous ses placards, en répétant : «Vous voyez bien qu'il n'y a rien.»

Cependant, à force de demander des nouvelles de son canard, le capitaine finit par découvrir qu'il avait été mangé par le soldat qui lui servait d'ordonnance. Ce fut contre ce dernier que se tourna alors sa rage.

Pendant près d'une demi-heure, il l'accabla de coups de poing et de coups de pied, puis il le renversa et lui piétina le ventre, peut-être avec le secret espoir de lui faire rendre l'oie tant regrettée. Mais ce fut peine perdue, elle était trop profondément enfouie dans l'incommensurable poche stomacale du gourmand.

Tou en assommant son ordonnance, qui ne soufflait mot, et en le traitant de goinfre, de canaille, de gredin, de voleur, il se confondait en excuses auprès de Mme. M... et lui demandait mille pardons de l'avoir ainsi mise en peine.

Pour s'expliquer l'acharnement du capitaine contre M.M..., il est peut-être bon de dire que, le matin, son ordonnance avait voulu pénétrer dans la chambre de Mme M... pendant qu'elle faisait sa toilette, que M.M... l'avait éconduit un peu rudement, et qu'il s'en était plaint à son chef.

Sachant que les choses se passaient souvent ainsi ou à peu près, avec les officiers, on peut se faire une idée de ce que c'était avec les soldats.

Les faubourgs, les quais et toutes les rues des quartiers bas étaient particulièrement envahis. Dans certaines maisons, il y avait quarante, quatre-vingts et jusqu'à cent cinquante soldats.

Quelques appartements furent affreusement dévalisés par ces soudards; plusieurs personnes furent cruellement battues ou si malmenées qu'elles en restèrent fort longtemps malades. Il y en eut qui moururent des révolutions qu'elles avaient éprouvées.

Ce lamentable état de choses dura jusqu'au départ des barbares, c'est-à-dire jusqu'au dimanche matin. Il était temps, on n'aurait plus rien eu à leur donner à manger.

La cavalerie, relativement très-nombreuse, fit une telle consommation de foin, de paille et d'avoine, qu'après son départ, Joigny se trouva à peu près dépourvu de fourrage.

Les notables, appelés le 19 au matin, par la commission municipale, adoptèrent immédiatement son avis. Ils se chargèrent de recueillir des souscriptions pour la rançon de la ville. Ils trouvèrent assez promptement une cinquantaine de mille francs. On les offrit au général qui les fit refuser avec dédain et menaces. A midi, on avait trouvés 80,000 fr. On se présenta de nouveau devant l'aide-de-camp du général, en disant que c'était tout ce qu'il avait été possible de réunir. Ce n'était pas encore suffisant pour satisfaire la rapacité prussienne. Toutefois le général accorda jusqu'à six heures du soir pour parfaire la somme demandée.

Après avoir frappé à toutes les portes, et, les plus humbles bourses s'étant vidées, on arriva à la somme de cent six mille vingt-trois francs, qui fut enfin acceptée, puis versée entre les mains des intendants prussiens, le 19 novembre, à huit heures du soir.

On n'était pas tenu quitte pour cela. Afin de compléter les deux cent mille francs, on fut contraint de signer neuf reconnaissances de dix mille francs chacune, toujours au profit de Sa Majesté le roi Guillaume.

Du temps avait été accordé pour les payer. On avait jusqu'à la fin de l'année 1871; mais en attendant qu'elles fussent soldées, neuf otages, un par chaque dizaine de mille francs qui manquaient, devaient être emmenés prisonniers et marcher à la suite de l'armée jusqu'au moment où on les ferait transporter en Allemagne. Dès le soir même, les otages, confiés à une garde spéciale, devaient aller coucher aux avant-postes. Ainsi l'avait ordonné le général.

On proposa, au sein de la commission, de tirer au sort les noms des neuf membres qui partiraient. Plusieurs, parmi les jeunes, s'offrirent alors spontanément pour être emmenés.

On en était là, et ce n'était pas très gai, quand le général envoya son aide-de-camp dire qu'il se contentait des obligations sans emmener personne. « Mes soldats, avait-il ajouté, n'ayant pas eu trop à se plaindre de la manière dont ils ont été nourris et logés par les habitants, je fais grâce pour les otages.

Il était neuf heures du soir. Depuis plus de vingt-quatre heures, la commission municipale était retenue prisonnière à l'hôtel de ville. On daignait enfin lui rendre la liberté.

Pendant cette journée du 19, des réquisitions considérables avaient été faites par les officiers prussiens, à l'effet d'augmenter les provisions de l'armée, tant à l'usage des hommes qu'à celui de la cavalerie.

Le dimanche 20, au matin, les douze à quinze mille hommes qui avaient couché deux nuits à Joigny en partirent, se dirigeant sur la route de Sens pour gagner Courtenay par Saint-Julien-du-Sault.

Avant leur départ, ils avaient réquisitionné tout ce qu'ils avaient pu trouver de voitures et de chevaux pour transporter leurs bagages et leurs provisions.

Ils emmenaient avec eux les dix-huit gardes nationaux faits prisonniers à Esnon.

On était fort inquiet sur leur compte. On craignait qu'ils ne fussent envoyés en Allemagne ou même fusillés.

Se rendant enfin aux raisons d'humanité que M. Chaudot et M. Rivaille avaient mises en avant, pour qu'il fût fait grâce à ces malheureux, qui, pour la plupart, étaient des pères de famille, le général les fit relâcher à Saint-Aubin.

Le même jour, à peine était-on débarrassé des hôtes peu agréables dont on venait de se séparer, sans leur dire au revoir, encore moins bon voyage, que, vers les trois heures du soir, une nouvelle colonne de sept mille hommes d'infanterie fit son entrée à Joigny.

Ceux-ci étaient des soldats de Brunswick; mais ils ne valaient pas mieux que leurs devanciers. Leurs officiers étaient peut-être plus exigeants encore et ne permettaient aucune observation. Si l'on se plaignait, par exemple, de dix ou quinze soldats qu'ils amenaient dans une maison : C'est vingt, trente, disaient-ils, et l'on était bien obligé de les recevoir.

Ils en logèrent jusque dans les écoles et jusque dans le pensionnat des soeurs de la rue Saint-Jacques. Il en coucha plein la salle d'asile Saint-Antoine.

Après s'être livrés à leurs réquisitions trop connues, ils partirent le lendemain lundi 21.

Le 21 fut un jour de grand passage. On évalua à trente cinq mille le nombre des casques à pointes que l'on vit défiler à Joigny, se dirigeant sur la Loire.

Une partie suivit la route de Montargis, par Béon; l'autre, celle de Courtenay, par Saint-Aubin et Saint-Julien-du-Sault.

Ils traînaient à leur suite une énorme quantité de pièces d'artillerie avec leurs accessoires. Une queue interminable de chevaux et de voitures, qu'ils avaient réquisitionnés ou volés sur leur passage, venait ensuite.

Ce flot d'ennemis s'écoula à pleine route, depuis sept heures du matin jusqu'à quatre heures du soir.

Les régiments d'infanterie se suivaient en frappant lourdement le sol de leurs bottes ferrées, au bruit sauvage de leurs fifres et de leurs tambours.

Quand leur insupportable musique de saltimbanques avait cessé d'écorcher les oreilles, les hommes, ricanant de ce rire bestial, particulier à un très grand nombre d'individus de la race prussienne, chantaient en chœur des couplets du genre de celui-ci :

Napoléone
Etre bienn' couïonne :
Il ne peut plus mordre,
Il n'a plus Sedan (*ses dents*).

Ces paroles spirituelles composaient sans doute un refrain, car elles revenaient souvent, et il y avait assurément pour eux, dans ce refrain, beaucoup de sel, beaucoup de finesse, car ils paraissaient heureux et fiers de l'avoir trouvé. Aussi, en le braillant, regardaient-ils, avec un balancement de tête ironique, et pensant les narguer beaucoup, tous les Français qui se trouvaient sur leur passage.

Mille hommes de ce corps d'armée restèrent à Joigny et y séjournèrent deux jours et deux nuits, du 21 au 24.

Du 24 au 30, il n'y eut point de passage de troupes. On reçut seulement la visite de quelques patrouilles de cavaliers, qui parcouraient les routes afin de s'éclairer, et qu'il fallut nourrir, eux et leurs chevaux.

Le 30 novembre, cinq cents hommes de la landwehr arrivèrent à Joigny pour y tenir garnison. Ils s'établirent au Grand-Quartier. Dès leur arrivée, ils réquisitionnèrent des paillasses, des matelas, des couvertures et des traversins, destinés à meubler leurs dortoirs. Il fut décidé que les soldats seraient nourris chez les habitants et que les officiers prendraient leurs repas, aux frais de la ville, à l'hôtel du *Duc de Bourgogne*.

Après des passages si nombreux, l'approvisionnement de Joigny était à peu près épuisé. On était menacé d'une disette prochaine. Le commandant prussien prit alors le parti de réquisitionner des vivres dans les communes environnantes.

Ces vivres, que l'on emmagasinait à l'abattoir, au fur et à mesure qu'ils arrivaient, consistaient en farine, viande, beurre, fromage, pommes de

terre, légumes de toutes sortes, vin, cidre, sucre, café, huile, eau-de-vie. On devait amener en même temps du bois à brûler, de l'avoine, de la paille et du foin.

On croira facilement que, quand les réquisitions prussiennes, dûment signées du commandant de place, arrivaient dans les communes, elles n'y recevaient pas un gracieux accueil, tant s'en faut.

Lorsqu'on est malheureux, et surtout lorsqu'on est fâché, il est bien rare que l'on soit juste. Aussi, en disait-on de belles dans les campagnes contre les habitants de Joigny. «Il faut qu'ils soient bien lâches, répétait-on, pour se laisser dévorer ainsi par une garnison de quelques centaines d'hommes.»

A Auxerre même, c'était encore plus fort. Un trop grand nombre de ces faux braves, que l'on a flétris de l'épithète de braillards, se complaisaient à calomnier notre cité tant éprouvée. Selon eux, nous étions trop heureux d'avoir une garnison prussienne. Les officiers, affirmaient-ils, nous donnaient des fêtes, des bals auxquels la société, les dames surtout, se montraient empressées.

Il s'agissait bien de fêtes, quand le sang de nos concitoyens, marquant le sol d'une manière pour ainsi dire indélébile, nous criait : Souvenez-vous ! quand le Prussien fauve encombrait nos foyers, couchait dans nos lits et mangeait à nos tables, le fusil sous la main; quand il permettait à peine d'assister au convoi de nos gardes nationaux blessés, qui mouraient les uns après les autres, et que, dans sa pitoyable peur du toscin, il défendait brutalement de sonner les cloches pour annoncer leur fin et pour leur adresser le religieux adieu qu'un antique usage a consacré parmi nous.

C'étaient ceux qui n'avaient pas encore vu les Prussiens et qui ne connaissaient pas leur âpreté et leur barbarie qui malmenaient ainsi notre malheureuse ville. Dès qu'on avait été un peu en relations avec ces rapaces, on devenait plus discret et surtout plus indulgent pour les habitants des pays occupés.

Les plus réservés parmi les mécontents se bornaient à accuser la commission municipale de Joigny de ne pas avoir pris l'initiative des réquisitions, au lieu de les laisser faire par l'autorité prussienne. On aurait dû, disaient-ils s'entendre avec les maires des communes environnantes : c'eût été moins humiliant.

Ce que l'on conseillait, la commission municipale y avait déjà pensé. Elle s'était même bercée de l'espoir de voir les communes qui n'avaient pas eu à souffrir du passage de l'ennemi, s'empresse de venir en aide à celles qui, comme Joigny, avaient été si foulées qu'elles se trouvaient à bout de ressources. Cette illusion ne tarda pas à être dissipée.

Le président de la commission avait écrit aux municipalités des environs pour leur exposer la position critique de la ville, en présence de la garnison que l'on ne pouvait pas se dispenser de nourrir et d'une partie de la population qui allait se trouver sans pain.

La caisse municipale était à sec, et les fournisseurs résolus à ne point faire crédit. Du reste, même avec de l'argent, il y avait bien des choses de première nécessité qu'il eût été impossible de se procurer sans l'assistance des campagnes.

En réponse à ces demandes de secours, on reçut quelques lettres dictées par un égoïsme si froid, pour ne pas dire plus, que nous nous garderons de les reproduire. On en reçut d'autres, véritables lettres de condoléances banales, contenant des protestations de bonne volonté, mais ne laissant espérer aucune aide. Comme échantillon, voici une des réponses les plus polies et les plus encourageantes :

« A Monsieur le Maire de la ville de Joigny.

« La Celle-Saint-Cyr, le 1er décembre 1870.

«Monsieur et cher collègue,

«Aussitôt après la réception de la lettre que vous m'avez adressée hier, et par laquelle vous demandiez que la commune de La Celle voulût bien venir en aide à la ville de Joigny, dans la triste position où elle se trouve en ce moment, j'ai réuni le conseil municipal et les plus imposés de la commune, à l'effet de prendre une décision à cet égard. J'ai la douleur de vous annoncer que, malgré tous mes efforts, ces messieurs, sauf deux ou trois membres, ont été d'un avis unanime et ont décidé que la commune de La Celle ne viendrait pas en aide à la ville de Joigny.

Agréez, monsieur et cher collègue, l'expression de mes regrets.

Le maire de La Celle-Saint-Cyr, Roy»

Ce n'était pas en recevant de semblables secours que la ville de Joigny pouvait faire face aux exigences de la situation douloureuse que lui avait faite l'invasion.

Le commandant de place reconnut bien vite que la ville ne pouvait plus nourrir ses soldats, encore moins les nombreuses troupes de passage, et c'est alors qu'il eut recours à des réquisitions dans les campagnes.

La commission municipale, qui, malgré toute sa bonne volonté, n'avait aucunement pu se soustraire aux nombreuses réquisitions dont nuit et jour la ville avait été frappée depuis le 18 novembre, ne pouvait rien pour alléger les charges qui allaient retomber sur les communes rurales. Tout au plus, quand l'occasion s'en présenta, et en usant de beaucoup de tact et de ménagements, put-elle obtenir que les réquisitions fussent réparties le plus équitablement possible et que certaines localités ne fussent pas traitées aussi durement que l'autorité allemande l'avait d'abord décidé.

Nous avons dit que le général prussien, à son entrée à Joigny, le 18 novembre, avait remis au maire plusieurs placards avec injonction de les faire immédiatement afficher. Il était bon de garder copie de ces pièces, curieuses à plus d'un titre; les voici :

PROCLAMATION

Les troupes soumises à mon commandement étant entrées dans le département de la Côte-d'Or, il est publié le *forum* militaire extraordinaire, conformément au code militaire prussien, pour tous ceux :

Qui préparent sciemment du danger ou détriment aux troupes de S.M. le roi de Prusse ou de ses alliés, ou qui prêtent sciemment assistance au pouvoir de l'ennemi.

Les personnes n'appartenant pas aux troupes de l'ennemi, qui :

(A) Servent d'espions à l'ennemi, qui en reçoivent, en cachent ou lui prêtent assistance.

(B) Qui volontairement montrent les routes en qualité de guides aux troupes ennemis, ou qui, comme tels, montrent à dessein aux troupes allemandes des chemins faux.

(C) Qui, par ressentiment ou la soif du gain, tuent, blessent ou volent à dessein des personnes appartenant aux troupes de S.M. le roi ou ses alliées ou à leurs suites.

(D) Qui détruisent des ponts et des canaux, qui coupent la communication des chemins de fer ou des télégraphes, qui rendent les routes impraticables, qui mettent le feu à la munition, aux provisions de bouche, ou à d'autres effets de guerre ou aux quartiers des troupes.

(E) Qui prennent les armes contre les troupes de l'armée de S.M. le roi ou ses alliés.

Ont encouru la peine de mort.

Ce décret aura force légale dans les départements de la Côte-d'Or, de l'Aube, de l'Yonne, du Loiret, Loir-et-Cher et de la Nièvre, et soit publié par tout ce cercle par la proclamation qui a eu lieu dans cette ville.

Quartier-général, Châtillon, 13 novembre 1870.

Le général commandant,

Signé : DE VOIGTS-RHETZ.

ORDRE DU JOUR

Dans toutes les communes occupées par les troupes sous mes ordres, les hommes et les chevaux seront nourris par les habitants.

On devra donner chaque jour :

1° Aux sous-officiers et aux soldats, à midi : une soupe, 500 grammes de viande, un plat de légumes, et un demi-litre de vin; le soir : une soupe et 200 grammes de viande ou de fromage; le matin : du café avec du sucre. Chaque jour, 1 kil. de pain, 100 gr. de beurre.

2° Aux officiers : un dîner composé d'une soupe, d'un plat de légumes avec de la viande, d'un rôti et d'un litre de vin.

Le matin : un déjeuner de café ou de thé avec du pain, du beurre et de la viande froide; un plat chaud avec de la viande.

3° Pour chaque cheval : 6 kil. d'avoine, 3 kil. de paille, 3 kil. de foin.

Le général en chef

Signé : DE VOIGTS-RHETZ.

Cet ordre du jour et la précaution que l'on prenait de le faire afficher à un très grand nombre d'exemplaires, dès l'entrée des troupes allemandes dans les villes où elles passaient, est, entre mille que l'on pourrait citer, une preuve de la sollicitude avec laquelle les chefs prussiens de tous grades s'occupaient de leurs soldats.

Pourquoi n'en était-il pas partout de même dans notre armée ? Nous n'aurions pas eu journellement dans la plupart de nos communes le triste spectacle d'hommes mourant à la fleur de l'âge, des privations de toutes sortes et à peine croyable qu'ils ont supportées pendant la désastreuse campagne de 1870-1871.

A propos de la nourriture des soldats prussiens, reproduisons encore ici un tableau dressé par le commandant de place de Joigny, relativement aux repas des soldats de la garnison, lorsqu'après bien des démarches, et l'on pourrait presque dire des prières, la commission municipale put enfin le faire consentir à ce qu'au lieu d'être nourris chez les habitants, charge aussi rebutante que pleine de dangers, ils le fussent par groupes de 30, 40, 60, chez des nourrisseurs spéciaux. Cette mesure fut, pour la population, un soulagement inexprimable. Disons en passant que la besogne qu'avaient acceptée les nourrisseurs ne fut pas toujours exempte de périls.

Voici le tableau dressé par la commandature :

Nourriture des troupes allemandes chez les aubergistes de la ville de Joigny.

REGLEMENT

Il sera délivré à chaque aubergiste, à l'abattoir, pour la nourriture de chaque soldat et par jour :

- 750 grammes de viande;
- 750 grammes de pain;
- 500 grammes de légumes;
- 2 kilogrammes de pommes de terre,
- 1/2 litre de vin;
- 12 centilitres d'eau-de-vie;
- 80 grammes de beurre;
- 125 grammes de fromage;
- 16 grammes de café;

Et le bois nécessaire pour la cuisson.

La ville tiendra compte, pour ses peines, soins et menues dépenses, de cinquante centimes par homme et par jour.

Les heures et la composition de chaque repas sont fixés comme suit :

1er *déjeuner* (de sept heures et demie du matin à huit heures et demie). - Café, beurre, pain.

2ème *déjeuner* (de onze heures à midi). - Soupe, ragoût de légumes de pommes de terre et de viande, 25 centilitres de vin, 6 centilitres d'eau-de-vie.

Repas du soir (de cinq heures et demie à six heures et demie). - Pain, viande, pommes de terre, 25 centilitres de vin, 6 centilitres d'eau-de-vie.

Chaque détachement d'hommes se présentera et se relèvera aux heures sus-indiquées.

Chaque aubergiste est tenu de préparer les aliments avec le plus grand soin et d'en diversifier l'accommodement.

Le plus grand ordre sera maintenu durant les repas.

Tout désordre serait sévèrement réprimé.

Le commandant,
COUVREUR

Deux exemplaires de ce règlement, l'un en français, l'autre en allemand, furent affichés chez les nourrisseurs.